**AMNESTY INTERNATIONAL**
**PRESS RELEASE**

Index AI : PRE01/040/2011
02 February 2011

# Amnesty International demande à l'armée égyptienne de protéger les manifestants

Mercredi 2 février, Amnesty International a demandé aux autorités égyptiennes de protéger le droit de manifester pacifiquement après que des groupes organisés de partisans du gouvernement eurent attaqué des manifestants, ce qui a donné lieu à des affrontements au Caire et à travers toute l'Égypte.

Une équipe effectuant une mission d'établissement des faits pour Amnesty International en Égypte a indiqué que les violences semblaient avoir été en partie orchestrées par les autorités afin d'écraser les actions de protestation en faveur de la réforme politique.

« L'armée semble désormais revenir sur sa promesse de protéger les manifestants pacifiques », a déclaré Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord à Amnesty International.

« Face au fait que de telles violences aient pu se poursuivre tandis que l'armée reste là sans réaction, on peut se demander si cette dernière a reçu l'ordre de ne pas intervenir. »

Plus tôt dans la journée, l'armée a déclaré que les personnes manifestant contre le gouvernement devaient reprendre le cours normal de leur vie, après que le président Moubarak eut annoncé mardi 1er février qu'il ne serait pas candidat à la réélection.

Plus tard, l'armée aurait autorisé les partisans d'Hosni Moubarak à envahir la place Tahrir et à s'en prendre aux manifestants hostiles au gouvernement.

Un membre du personnel d'Amnesty International essayant de se rendre sur la place Tahrir en a été empêché par des manifestants pro-Moubarak. Il a vu, parmi les gens quittant la place, des personnes ayant manifestement été blessées lors de ces affrontements.

Les personnes manifestant contre le gouvernement sont actuellement prises pour cibles dans d'autres grandes villes à travers le pays. À Mahalla, une zone industrielle au nord du Caire, des témoins ont dit aux délégués d'Amnesty International effectuant des recherches sur le terrain qu'ils avaient vu partir, mardi 2 février au matin, des camions chargés de partisans du président Moubarak.

« Il semble qu'une large proportion de ces violences soit orchestrée par les autorités égyptiennes afin de mettre fin aux manifestations contre le gouvernement par la manière forte, de reprendre la main et de s'accrocher au pouvoir face à ce mouvement public inédit qui réclame leur départ », a ajouté Hassiba Hadj Sahraoui.

Les affrontements entre manifestants s'inscrivent dans un schéma familier de la violence politique en Égypte, organisée par les autorités afin de perturber et de disperser les manifestations.

À l'occasion d'élections passées, Amnesty International a montré comment des malfrats avaient été employés par les autorités égyptiennes afin de menacer les électeurs et de disperser les réunions de leurs opposants politiques.

Au cours des neuf derniers jours, un nombre sans précédent d'Égyptiens ont manifesté en faveur de la réforme sur le plan politique et des droits humains.

Mardi 1er février, des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées pour ce que les organisateurs ont nommé la manifestation « du million », afin de demander la démission du président Hosni Moubarak et la fin de la corruption, de la pauvreté et des violences policières.